

Nuclear Weapon-Free Zones in the Next Century

Jointly with OPANAL [The Organization for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America and the Caribbean] and the Government of Mexico, UNIDIR convened an international seminar on “Nuclear Weapon Free Zones in the Next Century” in Mexico City on 13–14 February 1997, the thirtieth anniversary of the opening for signature of the Treaty of Tlatelolco. The discussions were broad-ranging, and some of the main themes addressed are noted below.

The role of the Treaty of Tlatelolco as the first effective expression of a Nuclear Weapon-Free Zone (NWFZ) in a densely inhabited part of the globe was stressed. The Treaty has set a pattern for other NWFZs to follow. The Treaty has brought tangible security benefits to its States parties. It has also played a part in enhancing the international standing of the Latin American and Caribbean region, beyond the issue of arms control itself. Moreover, it has provided an essential framework for nuclear transparency and cooperation within the region, notably between Argentina and Brazil.

Three NWFZs have been negotiated since the Treaty of Tlatelolco: in the South Pacific (Treaty of Rarotonga, 1985), in South-East Asia (Treaty of Bangkok, 1995) and in Africa (Treaty of Pelindaba, 1996). All of these share very similar obligations, both for regional member States and for relevant external States (especially the nuclear-weapon States). But each NWFZ has its very own features, notably in terms of definitions of prohibited activities, of the delineation of the zone of application, and of inspection and verification arrangements. Most of all, each NWFZ is the product of specific regional (political, strategic, cultural and economic) circumstances. While the text of the Treaty of Tlatelolco has been a major inspiration for other NWFZs, its exemplarity does not go without the regional specificity and appropriateness of other NWFZs.

The progress made in the negotiation of NWFZs and towards their entry into force since the end of the Cold War has prompted debate on the prospects for such zones in other regions including the Middle East, South Asia, Central Asia, Central Europe and the Korean Peninsula. Most participants in the seminar agreed that near-term prospects were slim for the emergence of new NWFZs in any of these regions.

NWFZs are potentially of greatest importance in areas characterized by both regional tensions and the actual or suspected existence of nuclear capabilities. It is also in such regions that they are most difficult to negotiate. Two alternative ways of conceiving this relationship were discussed: one is to consider a NWFZ as the end-product of a successfully implemented peace process; another is to view discussions and negotiations on a NWFZ as part and parcel of peace processes involving confidence-building and arms control. The gradual entry into force of the Treaty of Tlatelolco was referred to in this connection as a possible example.

The strengthening of cooperation among existing NWFZs was widely regarded as a useful path to pursue. Many participants felt that the member States of NWFZs (and their regional organizations) could productively share their respective

experiences and draw lessons from both past successes and difficulties. The experience gained over the years by OPANAL was seen as particularly relevant in this respect, as was the role of the International Atomic Energy Agency.

In addition to such cooperation, various options were discussed for the future, including broadening the geographical scope of existing NWFZs (such as proposals for a nuclear-weapon-free southern hemisphere), and broadening the weapons scope of existing NWFZs.

The idea of a nuclear-weapon-free southern hemisphere met with varied reactions. Some saw it as a step towards global nuclear disarmament; others saw it as a de facto reality; yet others objected that its area of application would include large ocean areas and international waters. In sum, more questions were raised than answers proposed. What legal form would such an arrangement take? What would be its relationship to multilateral and universal non-proliferation and disarmament efforts?

Broadening the weapons-scope of existing NWFZs was considered an interesting option. It was suggested that on the basis of their commitment to the prohibition of nuclear weapons, the States parties to the Tlatelolco Treaty might envisage ways of addressing together the regional control (or banning) of other weapons of mass destruction, of various types of conventional weapons, and/or of delivery vehicles such as surface to surface ballistic missiles.

The proceedings of the seminar have been published by UNIDIR under the title: *Nuclear Weapon-Free Zones in the 21st Century*.

For more information, please contact:

Nicolas Gérard

Programme Manager

Tel.: +41 (0)22 917 11 49

Fax: +41 (0)22 917 01 76

E-mail: ngerard@unog.ch

*meeting held in Geneva,
13-14 February 1997
updated 1 July 2002*

UNIDIR
United Nations Institute
for Disarmament Research
Palais des Nations A.522
1211 Geneva 10
Switzerland

UNIDIR activity

Les zones exemptes d'armes nucléaires au XXI^e siècle

Conjointement avec l'Organisation pour la prohibition des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (OPANAL) et le Gouvernement du Mexique, l'UNIDIR a convoqué un séminaire international sur « les zones exemptes d'armes nucléaires au cours du siècle prochain » à Mexico, les 13 et 14 février 1997, date du trentième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité de Tlatelolco.

Le rôle du Traité de Tlatelolco en tant que première réalisation concrète du concept de zone exempte d'armes nucléaires dans une région particulièrement peuplée a été rappelé. Le Traité a apporté des avantages concrets en matière de sécurité pour les États parties. Il a également contribué à rehausser le statut international de la région, au-delà des considérations relatives à la maîtrise des armements. De plus, il a fourni un cadre essentiel pour instaurer la transparence et la coopération au niveau du nucléaire dans la région, notamment entre l'Argentine et le Brésil.

Trois zones exemptes d'armes nucléaires ont été négociées depuis le Traité de Tlatelolco : dans le Pacifique Sud (Traité de Rarotonga, 1985), en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok, 1995), et en Afrique (Traité de Pelindaba, 1996). Elles comportent toutes des obligations très similaires, tant pour les États membres régionaux que pour les États extérieurs concernés (particulièrement les États dotés d'armement nucléaire). Mais chacune a aussi ses caractéristiques propres, notamment quant à la définition des activités prohibées, à la délimitation de la zone d'application, et aux mécanismes d'inspection et de vérification. Avant tout, chaque zone exempte d'armes nucléaires est le produit de conditions régionales spécifiques (politiques, stratégiques, culturelles et économiques). Même si le texte du Traité de Tlatelolco a largement inspiré les autres zones exemptes d'armes nucléaires, son *exemplarité* ne va pas sans la *spécificité* et l'*adéquation* régionales des autres zones exemptes d'armes nucléaires.

Les progrès accomplis au niveau de la négociation des différentes zones exemptes d'armes nucléaires et de leur entrée en vigueur depuis la fin de la guerre froide ont suscité un débat quant à la perspective de telles zones dans d'autres régions comme le Moyen-Orient, l'Asie du Sud, l'Asie centrale, l'Europe centrale et la péninsule coréenne. La plupart des participants au séminaire étaient d'accord et estimaient qu'il était peu probable à court terme que de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires émergent dans ces régions.

C'est dans des régions caractérisées à la fois par des tensions et par l'existence avérée ou soupçonnée de capacités nucléaires que des zones exemptes d'armes nucléaires seraient de la plus haute importance. Mais c'est là aussi qu'elles sont les plus difficiles à négocier. Deux façons de concevoir cette articulation ont été évoquées : l'une considère les zones exemptes d'armes nucléaires comme l'aboutissement d'un processus de paix parachevé ; selon l'autre, la discussion et la négociation de zones exemptes d'armes nucléaires doit faire partie du processus de paix qui englobe les mesures de confiance et de maîtrise des armements. L'entrée en vigueur progressive du Traité de Tlatelolco a alors été citée comme exemple.

De nombreux participants ont estimé qu'il serait intéressant que les États membres des différentes zones exemptes d'armes nucléaires (et leurs organisations régionales) comparent leurs expériences respectives et tirent les enseignements des succès enregistrés et des difficultés rencontrées. L'expérience de l'OPANAL et le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont été considérés comme particulièrement pertinents à cet égard. Outre ce type de coopération, différentes options ont été évoquées pour l'avenir, dont l'élargissement du champ géographique des zones exemptes d'armes nucléaires existantes (proposition d'une zone exempte d'armes nucléaires dans l'hémisphère Sud) et l'élargissement de la portée des zones exemptes d'armes nucléaires existantes à d'autres types d'armement.

L'idée d'une zone exempte d'armement nucléaire dans l'hémisphère Sud a suscité des réactions variées. Pour certains, il s'agirait d'une étape vers le désarmement nucléaire global ; d'autres considèrent qu'il s'agit d'ores et déjà d'une réalité *de facto* ; d'autres enfin ont objecté que sa zone d'application recouvrirait de vastes portions des océans et des eaux internationales. Au total, ce thème a soulevé davantage de questions qu'il n'a apporté de réponses.

L'option d'étendre le champ d'action des zones exemptes d'armes nucléaires existantes à d'autres armements a été accueillie avec intérêt. Il a été suggéré, par exemple, que suite à leur engagement commun en vue de prohiber les armes nucléaires, les États parties au Traité de Tlatelolco pourraient envisager une manière de maîtriser (ou interdire) au niveau régional d'autres armes de destruction massive, différents types d'armes classiques, ainsi que des vecteurs comme les missiles balistiques sol-sol.

Les actes du séminaire ont été publiés par l'UNIDIR dans un ouvrage intitulé : *Nuclear Weapon-Free Zones in the 21st Century*.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :
Nicolas Gérard

Coordonnateur du programme de recherche

Tél. : +41 (0)22 917 11 49

Fax : +41 (0)22 917 01 76

E-mail: ngerald@unog.ch

rencontre tenue à Genève, les
13 et 14 février 1997
mis à jour le 1^{er} juillet 2002

UNIDIR
Institut des Nations Unies
pour la recherche sur le désarmement
Palais des Nations A.522
1211 Genève 10
Suisse